

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GOODRICH AEROSPACE EUROPE

36 av Jean Monnet
BP 152
31770 Colomiers

Références : 2023/701
Code AIOT : 0006802362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2023 dans l'établissement GOODRICH AEROSPACE EUROPE implanté site de Grammont - 36 avenue Jean Monnet BP 152 31770 Colomiers. L'inspection a été annoncée le 07/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des travaux de remplacement des cabines de peinture.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GOODRICH AEROSPACE EUROPE
- site de Grammont - 36 avenue Jean Monnet BP 152 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006802362
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GOODRICH AEROSPACE EUROPE (nom commercial : COLLINS AEROSPACE) exploite à Colomiers des installations de peinture et de maintenance d'aéronefs.

Le site relève du régime de l'enregistrement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- avancement des travaux ;
- équipements sous pression ;
- fluides frigorigènes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	CONDITIONS GÉNÉRALES D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/
2	État des stocks de fluides	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3	/
5	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 4.1.1	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
3	Attestation de capacité	Code de l'environnement du 02/08/2023, article R.543-78	/
4	Attestation d'aptitude	Code de l'environnement du 02/08/2023, article R.543-106	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 2 faits sans suites ;
- 3 faits susceptibles de suites. Ces constats sont faits soit dans l'attente de précisions de l'exploitant, soit dans la mesure où des mises en conformité peuvent être engagées rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression de son établissement. Cette liste ne comporte pas l'ensemble des informations exigées par l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de compléter le tableau, notamment avec les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>Un contrôle a été fait sur un équipement parmi les 5 dont dispose l'établissement. Il s'agit du réservoir d'air du compresseur diesel (cuve de 150 litres). Les dates des dernières inspections n'appellent pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des stocks de fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
<p>Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes (dont ceux avec des capacités supérieures à 2 kg) et présents sur le site.</p> <p>Des contrôles ont été réalisés aléatoirement sur plusieurs équipements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A.02.002.3006#GROUPE FROID N°2 PEINTURE 833KW (fluide : R-134a ; 145 kg) - A.01.009.2002#ROOF TOP N°2 PF:138KW (fluide : R-410A ; 33 kg) <p>Les CERFA des derniers contrôles périodiques ont été consultés pour ces 2 équipements. Ils sont correctement renseignés, hormis concernant la détection fixe de fuite. Il est demandé à l'exploitant d'améliorer ce point.</p> <p>Pour les 2 équipements susmentionnés, la fréquence de contrôle est conforme à la réglementation (en l'occurrence, tous les 6 mois).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Attestation de capacité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/08/2023, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99.
Constats : Les opérateurs intervenant sur les équipements contenant des fluides frigorigènes de l'établissement disposent d'attestations de capacité en cours de validité : - Carrier France SCS : attestation de capacité n°5056877 attribuée du 13/07/2022 au 12/07/2027 ; - SPIE Industrie : attestation de capacité n°60754 - validité du 10/01/2023 au 09/01/2028.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Attestation d'aptitude

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/08/2023, article R.543-106
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R.543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un État membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.
Constats : L'exploitant a présenté les attestations d'aptitude des opérateurs intervenant sur les équipements contenant des fluides frigorigènes de son établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Origine de la ressource : réseau public- Nom de la commune du réseau : Colomiers- prélèvement moyen annuel : 4000 m³ Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. Les circuits de refroidissement ouverts sont notamment interdits.
Constats : Les usages de l'eau sur le site sont : <ul style="list-style-type: none">- process : lavage des cabines de peinture (avec jet haute-pression) ;- sanitaires. Les exigences du groupe concernant les eaux de nettoyage induisent la gestion de ces eaux comme déchets. Elles sont pompées et stockées dans des GRV de 1000 L. Postérieurement à l'inspection, les consommations annuelles ont été communiquées : <ul style="list-style-type: none">- 2020 : 2033 m³ (compteur défaillant (mesure que des gros débits – compteur remplacé en 2021)) ;- 2021 : 5815 m³- 2022 : 4576 m³- 2023 : 1959 m³ (au 1^{er} semestre) Ce qui donne un volume moyen annuel supérieur à 4000 m ³ sur les années 2021 à 2023. L'exploitant a souligné que ce n'est pas lors de la période estivale que le plus gros volume d'eau est consommé (hydrométrie haute l'été ; arrêt technique ; congés du personnel). De plus, une étude de la réutilisation des eaux de lavage est portée au budget 2024 ce qui permettra à terme, de rester en deçà des 4000 m ³ d'eaux consommées chaque année.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet